

La Tessinoise Carla Del Ponte dit «non à l'impunité de Kadhafi»

Pour la magistrate tessinoise l'impunité de dictateurs comme Kadhafi n'est pas négociable, même au prix de la paix

L'impunité du colonel Kadhafi en échange de la paix, Carla Del Ponte ne veut pas en entendre parler. L'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, n'est pas loin de sortir de ses gonds quand on lui suggère que son combat ne pèse pas lourd lorsque la realpolitik s'en mêle.

Libérée de sa charge d'ambasadrice de Suisse en Argentine, la



Carla Del Ponte n'est pas loin de sortir de ses gonds. KEYSTONE

magistrate Tessinoise profite de cette liberté de parole retrouvée pour dire ce qu'elle pense des

événements du moment. Lundi soir, elle a fait salle comble à la Comédie de Genève. Elle était venue parler de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda mais c'est l'actualité qui l'a rattrapé, comme si l'histoire se répétait.

Le scénario de sortie de crise qui prévoit l'impunité pour le colonel Kadhafi, elle connaît... «Ce n'est pas la première fois qu'on me dit qu'il faut obtenir la paix au prix de la justice, se souvient-elle. Quand Milosevic participait aux discussions de Rambouillet, on m'a expliqué qu'il n'était pas bon que je sorte mon acte d'accusation sur les crimes commis au Kosovo à ce moment-là. Je devais le stopper pour que la paix soit établie...»

L'expérience et le temps n'ont rien changé à ses convictions initiales. Au contraire. «J'estime que la justice n'est pas négociable avec rien ni même la paix. Quand on obtient la paix avec des compromis pareils, elle ne peut pas durer longtemps. Il n'y a pas de possibilité de négocier quoi que ce soit. C'est vrai que c'est difficile à entendre. Si vous parlez aux politiques, c'est différent. Mais si un procureur dit que c'est négociable, tout est négociable.»

De toute évidence, la jeune retraitée Carla Del Ponte n'est pas mécontente de pouvoir plaider à nouveau à voix haute pour une stricte application du droit international. Dans le cas de la Libye, la

Tessinoise relève que la décision du Conseil de sécurité d'ouvrir une enquête sur le colonel Kadhafi est déjà «un grand pas en avant». «Les choses bougent», se réjouit-elle. Et de poursuivre: «Ce qu'il faut, c'est une volonté politique forte de la communauté internationale». Dans son livre *La traque*, elle raconte que les entraves à son travail de magistrate ont été le résultat de blocages politiques. Pour l'ex-procureur, il est plus que jamais urgent et indispensable de renvoyer devant la justice ceux qui ont orchestré des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. «L'attente du public à l'égard de cette justice internationale est très grande», insiste-t-elle. **Alain Jourdan**